

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202115]

30 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions à respecter pour l'organisation des concours de pêche et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, l'article 10, § 1^{er}, 11^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche, les articles 2 et 14;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Pêche, donné le 10 novembre 2016;

Vu le rapport du 12 janvier 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.846/4 du Conseil d'État, donné le 8 février 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a la pêche dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 2, 4^o, du décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les concours de pêche sont organisés soit par une instance sportive de la Fédération sportive des Pêcheurs francophones de Belgique, soit par une fédération de pêche agréée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif au régime d'agrément des fédérations de pêche, soit par une société de pêche membre d'une de ces fédérations.

Art. 2. Les concours de pêche sont soumis à l'autorisation préalable du responsable du Service de la Pêche de la Direction de la Chasse et de la Pêche du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

L'organisateur du concours de pêche introduit sa demande d'autorisation auprès du Service de la Pêche au moins trente jours avant la date du concours ou du premier entraînement, au moyen du formulaire repris en annexe.

La demande est accompagnée par l'avis de la fédération de pêche agréée du sous-bassin sur le territoire de laquelle est organisé le concours de pêche.

Le responsable du Service de la Pêche peut refuser l'autorisation, notamment :

- 1^o si la demande est incomplète ou introduite tardivement;
- 2^o si un concours de pêche organisé au même endroit et à la même date bénéficie déjà d'une autorisation;
- 3^o s'il est informé du déroulement d'une compétition internationale ou nationale organisée par une instance sportive de la Fédération sportive des Pêcheurs francophones de Belgique au même endroit et à la même période;
- 4^o si le nombre de concours de pêche déjà autorisés au même endroit dans les voies hydrauliques est de nature à compromettre la paisible jouissance de la pratique de la pêche à cet endroit par tout détenteur d'un permis de pêche;
- 5^o si la pêche est interdite dans le lieu où le concours doit se dérouler, en application des articles 6 et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche;
- 6^o si les conditions d'organisation des concours de pêche prévues aux articles 3 à 6 n'ont pas été respectées dans le cadre d'un concours de pêche autorisé précédemment.

Art. 3. L'organisateur du concours de pêche impose aux participants de conserver les poissons capturés durant le concours de pêche dans deux bourriches non métalliques distinctes, de manière à conserver séparément les poissons les plus petits ou les plus fragiles des autres poissons capturés.

Ces bourriches ont une capacité suffisante permettant de maintenir les poissons vivants dans de bonnes conditions de survie.

L'organisateur du concours de pêche veille à ce que les poissons puissent être remis librement à l'eau le plus rapidement possible à la fin du concours, après leur comptage, mesurage ou pesage.

Art. 4. L'organisateur d'un concours de pêche dans les voies hydrauliques matérialise, à l'aide d'affiches, les limites du concours au moins quarante-huit heures avant le début de celui-ci. Les affiches mentionnent la date et les heures du début et de la fin du concours. Elles sont enlevées dans les vingt-quatre heures suivant la fin du concours.

L'organisateur du concours de pêche est porteur de l'autorisation dont il bénéficie durant toute la durée du concours de pêche.

Art. 5. L'organisateur du concours de pêche maintient le parcours de pêche sur lequel le concours se déroule dans son état de propreté initial.

Art. 6. L'organisateur du concours de pêche rend compte des résultats en complétant et renvoyant au Service de la Pêche un tableau qui est joint à l'autorisation que celui-ci lui a délivrée.

Art. 7. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois, les grémilles et les perches fluviatiles capturées en période de fermeture de la pêche à ces deux espèces, lors d'un concours de pêche qui respecte les conditions d'organisation déterminées par le Gouvernement et qui se déroule dans les voies hydrauliques, sont remises librement à l'eau à la fin du concours ».

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. Par dérogation à la section 2, la pêche est interdite dans les limites d'un concours de pêche qui respecte les conditions d'organisation déterminées par le Gouvernement, ainsi qu'à moins de cinquante mètres de ces limites, à tout pêcheur qui ne participe pas au concours. Cette interdiction est d'application uniquement pendant la durée du concours, ainsi que durant les deux heures qui précèdent le début du concours. ».

Art. 9. Dans l'article 13, alinéa 1^{er}, 7^o, du même arrêté, le *b*) est complété par les mots suivants : « lorsqu'ils sont capturés dans la Meuse ».

Art. 10. L'article 14 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois, tout poisson capturé lors d'un concours de pêche qui respecte les conditions d'organisation déterminées par le Gouvernement, alors qu'une interdiction de prélèvement s'applique ou qui est capturé en surnombre, est remis librement à l'eau à la fin du concours, sauf s'il s'agit d'un ombre ou d'un barbeau fluviatile n'ayant pas la longueur minimale pour pouvoir être prélevé, lequel est remis immédiatement et librement à l'eau après sa capture ».

Art. 11. Le Ministre qui a la pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2017.

Le Ministre-Président

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

Annexe

Demande d'autorisation en application de l'article 2 du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 déterminant les conditions à respecter pour l'organisation des concours de pêche et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions et aux modalités d'exercice de la pêche

(une demande par concours, sauf si plusieurs concours au même endroit)

Recto

Organisateur du concours de pêche (dénomination)

--

Représentant de l'organisateur du concours de pêche

Nom	Prénom
Courriel (Email)	Téléphone mobile (GSM)
Adresse postale	

Date(s) et heures de début et de fin du concours de pêche

Date	de	à

Localisation du concours

Localité et Code Postal	Nom du cours d'eau, du canal ou du plan d'eau	Largeur moyenne du cours d'eau, du canal (mètres) ou Surface du plan d'eau (hectares)	
<input type="checkbox"/> Cours d'eau ⁽¹⁾ Rive ⁽¹⁾ <input type="checkbox"/> Droite <input type="checkbox"/> Gauche	<input type="checkbox"/> Canal ⁽¹⁾ Rive ⁽¹⁾ <input type="checkbox"/> Nord <input type="checkbox"/> Sud <input type="checkbox"/> Est <input type="checkbox"/> Ouest	<input type="checkbox"/> Plan d'eau ⁽¹⁾ Rive ⁽¹⁾ <input type="checkbox"/> Nord <input type="checkbox"/> Sud <input type="checkbox"/> Est <input type="checkbox"/> Ouest	
	Coordonnées des limites du concours ⁽²⁾		Longueur de rive (mètres)
	Limite 1 (amont)	Limite 2 (aval)	
Longitude (X)			
Latitude (Y)			

⁽¹⁾ Cocher votre choix⁽²⁾ Coordonnées XY Lambert 1972 (Exemple : X 187589 - Y 65682) ou GPS (format WGS84, format décimal avec minimum 6 décimales : Exemple : Longitude 4,891952 - Latitude 49,901366)Verso**Avis de la fédération de pêche agréée du sous-bassin concerné par le concours**

Nom de la fédération de pêche agréée	
Nom du représentant de la fédération	
Fonction du représentant de la fédération	
<input type="checkbox"/> Avis Favorable ⁽¹⁾	<input type="checkbox"/> Avis Défavorable ⁽¹⁾
Motivation si avis défavorable :	Date et signature

⁽¹⁾ le représentant de la fédération de pêche agréée coche la mention de son choix**Accord du Service de la Pêche pour l'octroi de la dérogation**

Date et signature

Le responsable du Service de la pêche

Formulaire à renvoyer par voie postale à :

Service de la Pêche
DNF-DGARNE-SPW
Avenue Prince de Liège 7
5100 JAMBES

ou par mail (plus rapide et sans risque) à :sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be**Pour tout renseignement complémentaire :**

Tél. : 081-33 59 00

Email : sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 déterminant les conditions à respecter pour l'organisation des concours de pêche et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche.

Namur, le 30 mars 2017.

Le Ministre-Président
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202115]

30. MÄRZ 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der bei der Organisation von Fischfangwettbewerben zu beachtenden Bedingungen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, Artikel 10 § 1 Ziffer 11;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs, Artikel 2 und 14;

Aufgrund der am 10. November 2016 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen hohen Rats für den Fischfang ("Conseil supérieur wallon de la Pêche");

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 12. Januar 2017;

Aufgrund des am 8. Februar 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 60.846/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Gemäß Artikel 2 Ziffer 4 des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen werden die Fischfangwettbewerbe entweder von einer Sportinstanz der Sportvereinigung der Französischsprachigen Fischer Belgiens ("Fédération Sportive des Pêcheurs Francophones de Belgique"), von einem in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über die Regelung zur Zulassung der Fischereiverbände zugelassenen Fischereiverband oder von einer Fischfanggesellschaft, die Mitglied eines dieser Verbände ist, veranstaltet.

Art. 2 - Die Fischfangwettbewerbe bedürfen einer vorherigen Genehmigung des Verantwortlichen des Fischereidienstes der Direktion des Jagdwesens und des Fischfangs der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Der Organisator des Fischfangwettbewerbs reicht seinen Genehmigungsantrag wenigstens dreißig Tage vor dem Datum des Wettbewerbs oder des ersten Trainings anhand des Formulars, das im Anhang angeführt wird, bei dem Fischereidienst ein.

Dem Antrag wird die Stellungnahme des zugelassenen Fischereiverbands des Zwischeneinzugsgebiets, in dem der Fischfangwettbewerb organisiert wird, beigefügt.

Der Verantwortliche des Fischereidienstes kann die Genehmigung verweigern, insbesondere:

1° wenn der Antrag unvollständig ist oder verspätet eingereicht wurde;

2° wenn für einen am selben Ort und am selben Datum organisierten Fischfangwettbewerb bereits eine Genehmigung erteilt wurde;

3° wenn er von der Durchführung eines internationalen oder nationalen Wettbewerbs Kenntnis hat, der von einer Sportinstanz der Sportvereinigung der Französischsprachigen Fischer Belgiens am selben Ort und am selben Datum organisiert wird;

4° wenn aufgrund der Anzahl der am selben Ort in den Wasserwegen bereits genehmigten Fischfangwettbewerbe die ungestörte Ausübung des Fischfangs durch jeglichen Inhaber eines Fischereischeins an dieser Stelle gefährdet ist;

5° wenn der Fischfang an dem Ort, an dem der Wettbewerb stattfinden soll, in Anwendung der Artikel 6 und 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs untersagt ist;

6° wenn die in den Artikeln 3 bis 6 vorgesehenen Bedingungen für die Organisation der Fischfangwettbewerbe im Rahmen eines in der Vergangenheit genehmigten Fischfangwettbewerbs nicht beachtet worden sind.

Art. 3 - Der Organisator des Fischfangwettbewerbs verlangt von den Teilnehmern, die im Rahmen des Fischfangwettbewerbs gefangenen Fische in zwei nicht metallischen Setzkeschern aufzubewahren, so dass die kleineren oder die besonders empfindlichen Fische von den anderen Fischen getrennt aufbewahrt werden können.

Diese Setzkescher haben ein Fassungsvermögen, das ausreicht, um die lebenden Fische unter guten Überlebensbedingungen aufzubewahren.

Der Organisator des Fischfangwettbewerbs achtet darauf, dass die Fische am Ende des Fischfangwettbewerbs und nachdem sie gezählt, vermessen oder gewogen wurden, so schnell wie möglich wieder frei ins Wasser gesetzt werden.

Art. 4 - Der Organisator eines Fischfangwettbewerbs in den Wasserwegen macht die Grenzen des Wettbewerbs wenigstens achtundvierzig Stunden vor dessen Beginn anhand von Anzeigetafeln publik. Auf diesen Anzeigetafeln werden das Datum und die Uhrzeit des Beginns und des Endes des Wettbewerbs angegeben. Sie werden innerhalb von vierundzwanzig Stunden nach Abschluss des Wettbewerbs wieder entfernt.

Der Organisator des Fischfangwettbewerbs trägt die Genehmigung bei sich, die ihm für die gesamte Dauer des Fischfangwettbewerbs gewährt worden ist.

Art. 5 - Der Organisator des Fischfangwettbewerbs sorgt dafür, dass die Fischereistrecke, auf der der Wettbewerb stattfindet, sauber bleibt.

Art. 6 - Der Organisator des Fischfangwettbewerbs benachrichtigt den Fischereidienst über die Ergebnisse, indem er ihm eine Tabelle, die der von diesem Dienst ausgestellten Genehmigung beiliegt, ausfüllt und übermittelt.

Art. 7 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die während der Schonzeit der Kaulbarsche und Flussbarsche im Rahmen eines Fischfangwettbewerbs, der die von der Regierung festgelegten Organisationsbedingungen einhält und der in Wasserstraßen stattfindet, gefangenen Exemplare dieser beiden Arten werden am Ende des Fischfangwettbewerbs wieder frei ins Wasser gesetzt“.

Art. 8 - In denselben Erlass wird ein Artikel 7/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 7/1 - In Abweichung von Absatz 2 ist der Fischfang innerhalb der Grenzen eines Fischfangwettbewerbs, der die von der Regierung festgelegten Organisationsbedingungen einhält, sowie in einer Entfernung von weniger als fünfzig Metern zu diesen Grenzen, für jeden Fischer, der nicht an dem Wettbewerb teilnimmt, untersagt. Dieses Verbot ist nur während der Dauer des Wettbewerbs sowie während zwei Stunden vor Beginn des Wettbewerbs anwendbar.“.

Art. 9 - In Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 7 desselben Erlasses wird der Buchstabe *b*) durch folgende Wortfolge ergänzt: „wenn sie in der Maas gefangen werden“.

Art. 10 - Artikel 14 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Alle Fische, die im Rahmen eines Fischfangwettbewerbs, der die von der Regierung festgelegten Organisationsbedingungen einhält, gefangen werden, obwohl ein Entnahmeverbot gilt oder der in Überzahl entnommen wurde, wird am Ende des Fischfangwettbewerbs wieder frei ins Wasser gesetzt, es sei denn, es handelt sich um Äschen oder eine Barben, die die Mindestlänge für die Entnahme nicht erreicht haben. Exemplare dieser beiden Arten sind unmittelbar nach dem Fang in das Wasser zurückzusetzen.“.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang

Antrag auf Genehmigung in Anwendung von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017 zur Festlegung der bei der Organisation von Fischfangwettbewerben zu beachtenden Bedingungen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs

(ein Antrag pro Wettbewerb, es sei denn, mehrere Wettbewerbe finden an gleicher Stelle statt)

Vorderseite

Organisator des Fischfangwettbewerbs (Bezeichnung)

--

Vertreter des Organistors des Fischfangwettbewerbs

Name	Vorname
E-Mail:	Mobiltelefon (Handy)
Postanschrift	

Datum bzw. Daten für den Beginn und das Ende des Fischfangwettbewerbs

Datum	von	bis

Ort des Wettbewerbs

Ortschaft und Postleitzahl	Name des Wasserlaufs, des Kanals oder des Gewässers	Durchschnittliche Breite des Wasserlaufs, des Kanals (in Metern) oder Fläche des Gewässers (in ha)
<input type="checkbox"/> Wasserlauf ⁽¹⁾ Ufer ⁽¹⁾ <input type="checkbox"/> rechts <input type="checkbox"/> links	<input type="checkbox"/> Kanal ⁽¹⁾ Ufer ⁽¹⁾ <input type="checkbox"/> Nord <input type="checkbox"/> Süd <input type="checkbox"/> Ost <input type="checkbox"/> West	<input type="checkbox"/> Gewässer ⁽¹⁾ Ufer ⁽¹⁾ <input type="checkbox"/> Nord <input type="checkbox"/> Süd <input type="checkbox"/> Ost <input type="checkbox"/> West
	Koordinaten der Grenzen des Wettbewerbs ⁽²⁾	Uferlänge (in Metern)
	Grenze 1 (flussaufwärts) Grenze 2 (flussabwärts)	
Längengrad (X)		
Breitengrad (Y)		

⁽¹⁾ zutreffendes ankreuzen⁽²⁾ Koordinaten XY Lambert 1972 (Beispiel: X 187589 - Y 65682) oder GPS (WGS84-Format, Dezimalgrade mit mindestens 6 Dezimalen: Beispiel: Längengrad 4,891952 - Breitengrad 49,901366)Rückseite**Stellungnahme des Fischereiverbands des Zwischeneinzugsgebiets, in dem der Wettbewerb stattfindet**

Bezeichnung des zugelassenen Fischereiverbands	
Name des Vertreters des Verbands	
Funktion des Vertreters des Verbands	
<input type="checkbox"/> Positive Stellungnahme ⁽¹⁾	<input type="checkbox"/> Negative Stellungnahme ⁽¹⁾
<u>Begründung falls negativ:</u>	<i>Datum und Unterschrift</i>

⁽¹⁾ der Vertreter des zugelassenen Fischereiverbands kreuzt zutreffendes an.**Zustimmung des Fischereidienstes für die Gewährung der Abweichung**

<i>Datum und Unterschrift</i> <i>Der Verantwortliche des Fischereidienstes</i>

Formular per Post zurückzusenden an:

Fischereidienst
DNF-DGARNE-SPW
Avenue Prince de Liège, 7
5100 JAMBES

oder per E-Mail (schneller und risikolos) an:

sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be

Weitere Informationen erhalten Sie hier:

Tel.: 081-33 59 00

E-Mail sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Festlegung der bei der Organisation von Fischfangwettbewerben zu beachtenden Bedingungen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs beigefügt zu werden.

Namur, den 30. März 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202115]

30 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden die moeten worden nageleefd voor de organisatie van de hengelvwedstrijden en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, artikel 10, § 1, 11°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, de artikelen 2 en 14;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur wallon de la Pêche » (Waalse Hoge Visraad), gegeven op 10 november 2016;

Gelet op het rapport van 12 januari 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 60.846/4 van de Raad van State, uitgebracht op 8 februari 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor visserij;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 2, 4°, van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, worden de hengelvwedstrijden georganiseerd, hetzij door een sportinstantie van de "Fédération sportive des Pêcheurs francophones de Belgique" (Sportfederatie van de Franstalige vissers van België), hetzij door een erkende hengelfederatie overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende de erkenningsregeling van de hengelfederaties, hetzij door een hengilvereniging die lid is van één van deze federaties.

Art. 2. De hengelvwedstrijden zijn onderworpen aan de voorafgaande vergunning van de verantwoordelijke van de Dienst Visvangst van de Directie Jacht en Visvangst van het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

De organisator van de hengelvwedstrijd dient zijn vergunningsaanvraag in bij de Dienst Visvangst minstens dertig dagen vóór de datum van de wedstrijd of de eerste oefenstonden, d.m.v. het formulier in bijlage.

De aanvraag gaat vergezeld van het advies van de erkende hengelfederatie van het stroomgebied op het grondgebied waarvan de hengelvwedstrijd wordt georganiseerd.

De verantwoordelijke van de Dienst Visvangst kan de machtiging weigeren, namelijk:

1° als de aanvraag onvolledig is of laattijdig ingediend is;

2° als een hengelvwedstrijd georganiseerd op dezelfde plaats en op dezelfde datum reeds over een machtiging beschikt

3° als hij op de hoogte wordt gebracht van het verloop van een internationale of nationale wedstrijd georganiseerd door een sportinstantie van de "Fédération sportive des Pêcheurs francophones de Belgique" op dezelfde plaats en tijdens dezelfde periode;

4° als het aantal reeds toegelaten hengelvwedstrijden op dezelfde plaats in de waterwegen van aard is om het ongestoord genot van de visvangst op deze plaats door elke houder van een visvergunning in gevaar te brengen;

5° als het vissen verboden is op de plaats waar de wedstrijd moet plaatsvinden, overeenkomstig de artikel 6 en 7 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

6° als de voorwaarden voor de organisatie van hengelvwedstrijden bedoeld in de artikelen 3 tot 6 niet zijn nageleefd in het kader van een vroeger toegelaten hengelvwedstrijd.

Art. 3. De organisator van de hengelvijdsrijd legt op aan de deelnemers om de gevangen vis tijdens de hengelvijdsrijd in twee aparte niet-metaalhoudende leefnetten te bewaren, om de kleinste of meest kwetsbare vis apart te bewaren van de andere gevangen vissen.

Deze leefnetten hebben een voldoende capaciteit die toelaat om de vissen levend te behouden in goede overlevingscondities.

De organisator van de hengelvijdsrijd zorgt ervoor dat de vissen zo vlug mogelijk weer vrij te water worden gelaten aan het einde van de wedstrijd, na hun telling, meting of wegen.

Art. 4. De grenzen van de wedstrijd worden met behulp van affiches aangegeven door de organisator van een hengelvijdsrijd minstens achtenveertig uur vóór het begin van deze wedstrijd. De affiches vermelden de datum en de uren van het begin en het einde van de wedstrijd. Ze worden weggehaald binnen vierentwintig uur na het einde van de wedstrijd.

De organisator van de hengelvijdsrijd draagt de vergunning die hij geniet tijdens de hele duur van de hengelvijdsrijd.

Art. 5. De organisator van de hengelvijdsrijd zorgt ervoor dat de visbaan waarop de wedstrijd plaatsvindt in zijn oorspronkelijke staat van reinheid wordt behouden.

Art. 6. De organisator van de hengelvijdsrijd brengt verslag uit over de resultaten door een tabel die gevoegd is bij de vergunning die de dienst hem heeft afgeleverd in te vullen en terug te sturen naar de Dienst Visvangst.

Art. 7. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De posen en de baarzen die evenwel gevangen worden tijdens de sluitingsperiode van het vissen voor deze twee soorten, tijdens een hengelvijdsrijd die de voorwaarden voor de organisatie bepaald door de Regering naleeft, en die plaatsvindt in de waterwegen, worden vrijgelaten aan het einde van de wedstrijd".

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 7/1. In afwijking van afdeling 2, is het vissen verboden binnen de grenzen van een hengelvijdsrijd die de voorwaarden voor de organisatie bepaald door de Regering naleeft, alsook op minder dan vijftig meter van deze grenzen, voor elke visser die niet deelneemt aan de wedstrijd. Dit verbod is uitsluitend van toepassing tijdens de duur van de wedstrijd, alsook tijdens de twee uur die voorafgaan aan het begin van de wedstrijd".

Art. 9. In artikel 13, eerste lid, 7^o, van hetzelfde besluit, wordt punt *b*) aangevuld met de volgende woorden: "wanneer ze in de Maas gevangen zijn".

Art. 10. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Elke vis die evenwel gevangen wordt tijdens een hengelvijdsrijd die de voorwaarden voor de organisatie bepaald door de Regering naleeft, terwijl er een onttrekkingsverbod geldt of die in overtal gevangen wordt, wordt vrij weer te water gelaten aan het einde van de wedstrijd, behalve als het gaat om een vlagzalm of een barbeel die niet de minimumlengte heeft om onttrokken te mogen worden, en die dan onmiddellijk en vrij weer te water gelaten wordt nadat hij gevangen werd".

Art. 11. De Minister bevoegd voor visvangst is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Bijlage

Vergunningsaanvraag overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 tot bepaling van de voorwaarden die moeten worden nageleefd voor de organisatie van de hengelvijdsrijden en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst

(een aanvraag per wedstrijd, behalve als verschillende wedstrijden op dezelfde plaats)

Voorzijde

Organisator van de hengelvijdsrijd (benaming)

--

Datum(data) en uren van het begin en het einde van de hengelvijdsrijd

Datum	van	tot

Plaats van de wedstrijd

Plaatsnaam en Postcode	Naam van de waterloop, van het kanaal of het watervlak	Gemiddelde breedte van de waterloop, van het kanaal (meters) of Oppervlakte van het watervlak (hectare)
<input type="checkbox"/> Waterloop ⁽¹⁾ Oever ⁽¹⁾ <input type="checkbox"/> Rechter <input type="checkbox"/> Linker	<input type="checkbox"/> Kanaal ⁽¹⁾ Oever ⁽¹⁾ <input type="checkbox"/> Noordelijk <input type="checkbox"/> Zuidelijk <input type="checkbox"/> Oostelijk <input type="checkbox"/> Westelijk	<input type="checkbox"/> Watervlak ⁽¹⁾ Oever ⁽¹⁾ <input type="checkbox"/> Noordelijk <input type="checkbox"/> Zuidelijk <input type="checkbox"/> Oostelijk <input type="checkbox"/> Westelijk
	Coördinaten van de grenzen van de wedstrijd ⁽²⁾	Lengte van de oever (meters)
	Grens 1 (stroomopwaarts)	Grens 2 (stroomafwaarts)
Lengtegraad (X)		
Breedtegraad (Y)		

⁽¹⁾ Kruis uw keuze aan⁽²⁾ Coördinaten XY Lambert 1972 (Voorbeeld: X 187589 - Y 65682) of GPS (formaat WGS84, decimaal formaat met minstens 6 decimalen: Voorbeeld: Lengtegraad 4,891952 - Breedtegraad 49,901366)Keerzijde**Advies van de erkende hengelfederatie van het stroomgebied betrokken bij de wedstrijd**

Naam van de erkende hengelfederatie	
Naam van de vertegenwoordiger van de federatie	
Functie van de vertegenwoordiger van de federatie	
<input type="checkbox"/> Gunstig advies ⁽¹⁾	<input type="checkbox"/> Ongunstig advies ⁽¹⁾
Motivering indien ongunstig advies:	Datum en Handtekening

⁽¹⁾ de vertegenwoordiger van de erkende hengelfederatie kruist de vermelding van zijn keuze aan**Akkoord van de Dienst Visvangst voor de toekenning van de afwijking**

Datum en Handtekening De verantwoordelijke van de Dienst Visvangst

Formulier per post terug te sturen aan :

Service de la Pêche (Dienst Visvangst)
DNF-DGARNE-SPW
Avenue Prince de Liège 7
5100 JAMBES

of per e-mail (sneller en zonder risico) aan:

sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be

Voor verdere inlichtingen:

Tel.: 081-33 59 00

E-mail : sp.dnf.dgarne@spw.wallonie.be

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot bepaling van de voorwaarden die moeten worden nageleefd voor de organisatie van de hengelwedstrijden en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst.

Namen, 30 maart 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/10870]

2 FEVRIER 2017. — Arrêté 2016/1908 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, tel que modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 janvier 2014;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu le protocole n° 2016/13 du 12 juillet 2016 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française relatif à l'accord sectoriel 2016-2017 étalé budgétairement jusqu'à 2019;

Vu le protocole n° 2016/28 du 15 décembre 2016 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle donné en date du 23 décembre 2016;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 24 novembre 2016;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 2 février 2017;

Sur proposition des Membres du Collège chargés de la Formation professionnelle et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, l'annexe remplacée par l'arrêté 2016/1779 du Collège de la Commission communautaire française est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Art. 4. Les Membres du Collège chargés de la Formation professionnelle et de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 2 février 2017.

Pour le Collège :

La Présidente du Collège, chargée du Budget,
F. LAANAN

La Membre du Collège, chargée de la Fonction publique,
C. JODOGNE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN